

L'itinérance à Montréal : au-delà des chiffres

Pierre Gaudreau

Number 785, July–August 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/82579ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gaudreau, P. (2016). L'itinérance à Montréal : au-delà des chiffres. *Relations*, (785), 7–9.



Bien implanté en France, le mouvement BDS et ses militants y font l'objet d'une forte répression étatique depuis 2015. Photo: PC/Newzulu

[...] le ministre des Transports et du Renseignement, Israël Katz, a appelé à des liquidations citoyennes ciblées (sic) contre les militants centraux du BDS en se servant des services de renseignement de l'État [...]. La ministre de la Justice, Ayelet Shaked, a parlé de "problème stratégique" et a comparé le BDS aux tristement célèbres *Protocoles des Sages de Sion*. Quant au ministre de la Sécurité intérieure et responsable des questions stratégiques, Gilad Erdan, il a menacé: "Très bientôt, chaque militant de BDS va découvrir qu'il a à payer très cher pour ses activités"» (*Siné Mensuel*, avril 2016).

Enfin le gouvernement de Benyamin Netanyahu vient de retirer au fondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti, les documents lui permettant de circuler hors de la Palestine et d'Israël, ce qui lui laisse le choix entre le confinement ou l'interdiction du retour.

Toutes ces mesures confirment le succès de BDS, un mouvement international pacifique, citoyen, aucunement antisémite puisqu'il ne vise pas les « juifs en tant que juifs » mais les politiques des gouvernements israéliens successifs qui violent systématiquement les droits fondamentaux, individuels et collectifs, du peuple palestinien. Qu'y a-t-il de si extrémiste à en réclamer le respect?

On ne peut que déplorer les gémissements indignes de plusieurs pays occidentaux devant le diktat israélien, qui, de ce fait, attaquent une des formes protégées

de la liberté d'expression: les actions de boycott pour pousser à des changements sur le plan social, politique ou économique. D'ailleurs, cette répression ne servira à rien. La résistance des sociétés civiles à travers le monde est déjà commencée. La réplique est un appel à l'intensification des actions de BDS. C'est ce qu'entend d'ailleurs faire la Coalition BDS-Québec. 🌐

1. Voir M. Idir, « Du droit de boycotter le colonialisme et l'apartheid de l'État d'Israël », blogue de *Relations*, 15 mars 2016.

L'ITINÉRANCE À MONTRÉAL: AU-DELÀ DES CHIFFRES

La réalité de l'itinérance à Montréal s'aggrave, révèle un document du RAPSIM.

Pierre Gaudreau

L'auteur est coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Toujours omniprésente dans le centre-ville mais aussi visible dans de nombreux arrondissements, l'itinérance à Montréal prend des visages très variés. Un document du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), *L'itinérance à Montréal. Au-delà des chiffres* (qui peut être consulté au <rapsim.org>) révèle que la situation s'aggrave.

L'hiver dernier, les chiffres compilés par la Ville de Montréal ont démontré une fréquentation sans précédent des refuges pour hommes, avec une hausse de 10% des nuitées. Les ressources d'hébergement pour femmes présentent quant à elles une situation de pleine occupation, entraînant des refus quotidiens de femmes en difficulté depuis des années. Tant dans le cas des hommes que dans celui des femmes, il s'agit d'une population qui est croissante et de plus en plus âgée.

Avantage des coops

Outre leurs avantages en matière d'autogestion et de redistribution équitable des profits, il semble que les coopératives soient plus productives que les entreprises privées standard. C'est ce que révèle une récente étude intitulée « *What do we really know about worker co-operatives?* », menée par l'économiste Virginie Pérotin, de l'école de commerce de l'Université de Leeds, en Angleterre. Celle-ci dresse un portrait statistique des coopératives de travail en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine, comparées aux entreprises privées. Elle révèle entre autres que dans plusieurs secteurs d'activité, la participation des travailleurs à la gestion permet aux entreprises coopératives de produire plus efficacement et les rend plus résilientes lors des périodes d'instabilité économique. Voir: <uk.coop/resources>.

RACISME SYSTÉMIQUE

Pour une commission

Une pétition officielle réclamant la tenue d'une commission sur le racisme systémique au Québec a récemment été lancée à l'initiative d'un groupe de militants antiracistes de différents horizons. Appuyée par Québec solidaire – qui l'a portée à l'Assemblée nationale –, la demande a aussi reçu l'appui du parti municipal Projet Montréal et de plusieurs personnalités publiques. La pétition interpelle le gouvernement du Québec sur le profilage racial, la judiciarisation et la répression policière dont sont victimes les personnes racisées et les Autochtones, de même que sur les discriminations qu'elles subissent en matière d'accès à l'emploi ou sur leur sous-représentation dans les médias, les industries culturelles et en politique. Pour signer la pétition: <racismesystemique.org>.

CETRI

40 ans de solidarité Nord-Sud

Fondé en 1976 par François Houtart, le Centre tricontinental (CETRI), basé à Louvain-la-Neuve en Belgique, développe une réflexion critique sur les rapports Nord-Sud à l'ère de la mondialisation néolibérale. Dès sa création, il prend le parti de faire entendre des voix du Sud, notamment à travers ses collaborations avec différentes publications, dont *Relations*. Pour souligner son 40^e anniversaire, le CETRI fait entre autres paraître une édition spéciale de sa revue *Alternatives Sud* intitulée « *Obsolète, le clivage Nord-Sud?* » (vol. XXIII – 2016, n° 2), qui vient réaffirmer son parti pris, en cette période de bouleversements géopolitiques. Voir: <cetribel.be>.



Derrière ce conteneur, depuis plusieurs mois, une personne s'abrite pour dormir.
Photo: Alain Décarie

Pour faire face à cette réalité, la Politique nationale de lutte à l'itinérance, *Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, a été adoptée sous le dernier gouvernement péquiste, en février 2014, dotant le gouvernement du Québec d'une vision globale du phénomène et des actions à mener. La force de cette politique avait alors été soulignée. Depuis deux ans, cependant, les actions du gouvernement libéral, sous couvert d'austérité sélective, vont plutôt dans le sens contraire de celles prescrites par la Politique, en coupant dans le logement social, l'aide sociale, les services en toxicomanie, etc.

Dans sa publication, le RAPSIM a choisi de traiter de la réalité de l'itinérance par quartiers. Dans le centre-ville, les

nombreux visages des sans-abri arborent de plus en plus, depuis plus de dix ans, des traits autochtones. Si des ressources ont été ajoutées pour faire face à cette nouvelle situation, des mesures beaucoup plus sérieuses sont nécessaires pour répondre aux besoins de ces personnes, qui se retrouvent à la rue en nombre croissant après avoir quitté ou fui leurs communautés, dans lesquelles des conditions de vie déplorables perdurent.

Plus à l'est, autour du « village gai », l'itinérance s'entremêle souvent avec la prostitution. Pour la communauté LGBT, les discriminations vécues augmentent le risque de se retrouver à la rue. Dans Hochelaga-Maisonneuve, diverses ressources ont été mises en place pour faire

face au phénomène croissant de l'itinérance: logements sociaux, centres d'aide aux toxicomanes, refuge et même une halte-chaueur, l'hiver dernier. Mais la gentrification de ce quartier, avec le développement de condos et la hausse des loyers, contribue à augmenter l'itinérance et à repousser celle-ci vers le quartier voisin, Mercier.

Dans Côte-des-Neiges et dans les quartiers du Sud-Ouest, la question de l'itinérance fait aussi l'objet de mobilisations: en six mois, deux forums ont réuni chacun une centaine d'acteurs concernés. Une itinérance nouvelle et cachée y a été nommée et doit être prise en compte: celle liée en partie aux difficultés de l'immigration.

Phénomène nouveau: l'itinérance est aussi vécue dans l'ouest de l'île, touchant les jeunes raccrocheurs. L'absence, entre autres, de ressources d'hébergement et de centres de dépannage pousse par ailleurs ces jeunes vers des quartiers plus centraux.

L'invisibilité d'une grande partie de l'itinérance de femmes aux prises avec des problèmes divers est constatée dans tous les quartiers. Compte-tenu des ressources qui ne suffisent plus à la demande et du fait que les rues sont toujours plus dangereuses pour elles, les femmes, pour éviter la rue, multiplient les stratégies qui les exposent à des risques d'abus: *couchsurfing* d'un soir, échange de services sexuels, etc.

En 2015, la Ville de Montréal a soutenu la réalisation d'un premier dénombrement des sans-abri: 3016 est le chiffre qui est sorti de ce polaroid d'un soir. La réalité

le port
de tête librairie

262, avenue du Mont-Royal Est
Montréal, Québec
514.678.9566
www.leportdetete.com

est pourtant bien plus accablante. Ainsi, le dénombrement n'a compté que cinq personnes dans Côte-des-Neiges, alors que les carnets des patrouilleurs du Service de police de la Ville de Montréal révèlent qu'ils y voient plus de 40 sans-abri. De même, le dénombrement n'a compté que 28 hommes au Refuge des jeunes, qui en a pourtant vu 632 en 2014-2015!

En focalisant notre attention sur l'itinérance visible un soir à Montréal, on occulte de grands pans d'une réalité complexe qu'il est crucial de prendre en compte si, comme société, nous voulons nous donner les moyens d'une véritable lutte pour le droit à la citoyenneté. ☺

LES 40 ANS DE L'AUTRE PAROLE

Quatre mots caractérisent ce groupe de femmes chrétiennes : collectif, féminisme, solidarité et liberté.

Monique Hamelin

L'auteure est membre de la collective depuis 35 ans et secrétaire de rédaction de la revue *L'autre Parole*

En 1976, une théologienne de Rimouski, Monique Dumais, lance un appel à quelques femmes dans le domaine religieux afin de créer un outil d'information et de conscientisation pour briser l'isolement des féministes chrétiennes. Ainsi naît *L'autre Parole*. Depuis, la place des femmes dans l'Église catholique romaine n'a pas tellement changé. Sur cette question, cette Église reste aussi désespérante aujourd'hui, sous François, qu'hier sous Paul VI, Jean-Paul II ou Benoît XVI. Certes, à l'époque, les membres de la collective n'attendaient rien des autorités catholiques et ce dernier bastion tout mâle dans sa hiérarchie reste encore aujourd'hui un contre-témoignage du Jésus des Évangiles qui, lui, a sans complexe fait place aux femmes.

Dès le départ, les fondatrices de *L'autre Parole* ont donc voulu briser l'isolement

et c'est en *collectif* qu'elles ont réfléchi, écrit, réécrit, interprété, agi et célébré en incarnant l'Église qu'elles voulaient voir naître. Elles ont créé et bâti un espace de parole, de sororité et de solidarité qui est une *Ekklesia* – terme dont la racine renvoie à l'Église, mais aussi à l'assemblée – de tous les chrétiens et toutes les chrétiennes.

Pour ce faire, elles ont misé sur les valeurs *féministes*, voulant être solidaires des luttes et des revendications du mouvement des femmes contre les différentes manifestations d'oppression du patriarcat. Elles ont dénoncé et rejeté les points de vue trop souvent sexistes et misogynes et, surtout, elles ont voulu construire une autre parole, une parole de femmes pour dire ce en quoi elles croient, ce qu'elles pensent. Dès le début des années 1980, en solidarité avec le mouvement féministe québécois, elles se sont prononcées haut et fort « pour la vie et le libre choix en matière d'avortement » car pour elles, contrairement aux évêques, « la vie des femmes n'est pas un principe » (*L'autre Parole*, n° 17, avril 1982). Elles ont repris cette réflexion dans les années 2000 et publié une prise de position sur cet enjeu en 2013. Pour les membres de la collective, le dissentiment va de la dissidence jusqu'à la désobéissance face à l'autorité établie, sur cette fameuse question des femmes, de leur liberté de penser et des rôles qu'elles

L'autre Parole

peuvent exercer dans l'Église catholique. Leur parole se situe dans le temps; elle évolue, elle n'est ni fermée, ni définitive, ni normative.

L'action de *L'autre Parole* se caractérise aussi par la persévérance dans la construction d'alternatives et de *solidarités* tant auprès des femmes en Église, qui œuvrent à changer les pratiques de l'intérieur, que de celles appartenant aux différents mouvements féministes qui luttent dans la société pour plus de justice et d'égalité. La solidarité avec les femmes d'autres

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Un portrait du Québec

Le Conseil du statut de la femme du Québec appelle à poursuivre les efforts pour atteindre l'égalité femmes-hommes au Québec. Dans son portrait statistique annuel publié début mai, l'organisme gouvernemental fait état d'inégalités persistantes dans tous les domaines étudiés : démographie, scolarité, marché du travail, conciliation de la vie professionnelle et personnelle, revenus, santé, violences et participation aux sphères de pouvoir. Bien que les Québécoises soient maintenant plus nombreuses que les Québécois à détenir un diplôme, leur taux d'emploi demeure inférieur à celui des hommes. L'écart est encore plus important chez les personnes sans diplômes. Le revenu total médian des femmes n'atteint par ailleurs qu'un peu plus de 70 % de celui des hommes, et leur présence dans les principales instances décisionnelles évolue trop lentement, selon le rapport. Enfin, en 2011, date du dernier recensement, les femmes représentaient 81,2 % des victimes de violences conjugales. Source : <csf.gouv.qc.ca>.

croances religieuses partageant une option féministe est également importante; elle a débuté lors de la Marche mondiale des femmes, en 2000, et se poursuit aujourd'hui avec des femmes musulmanes. Outre l'enrichissement qu'apporte le partage des expériences vécues, toutes ont tôt fait de constater qu'il y a beaucoup plus de choses qui les unissent qu'il y en a qui les séparent.

La *liberté* de parole, liberté dans l'action, liberté des femmes croyantes de prendre la parole et de dire et d'exprimer le sacré est un principe qui leur est cher. Liberté aussi de penser un christianisme, une théologie, une éthique et une morale à partir de l'ancrage des femmes en quête de

liberté.

Depuis 1976, *L'autre Parole* publie une revue du même nom. À ce jour, 143 numéros sont disponibles gratuitement sur son site Web <lautreparole.org>. Ces numéros proposent des réécritures des textes fondamentaux, des prières, de la poésie, des chants, des réflexions à caractère théologique, éthique et sociologique sur des sujets comme le corps, le sacré, les sacrements, l'écoféminisme, l'éthique féministe de la consommation, la guerre, la paix, la prostitution, le sacerdoce, le fon-